

### Saint Siège **Nouvel ambassadeur**

Le « Monsieur Afrique » de l'Élysée auprès de Nicolas Sarkozy – de 2007 à 2009 – s'envole pour le Rome. Bruno Joubert représente désormais notre pays auprès du Saint Siège. Il prendra ses fonctions officiellement le 18 mai, après la remise de ses « lettres de créances » à Benoît XVI. À 62 ans, cet ancien ambassadeur au Maroc se présente comme un ardent partisan du dialogue interreligieux.

### Allemagne **La forêt pour sépulture**

Faut-il faire le lien avec la « mode écolo » ? Les demandes d'inhumation au beau milieu des forêts et de la campagne allemandes se multiplient depuis une dizaine d'années. Une quarantaine de sites naturels spécialement dédiés existent déjà, cinq seront créés en 2012. Le phénomène concerne en majorité des personnes croyantes – catholiques comme protestants. Devant cet engouement le conseil des Églises protestantes vient de créer une commission d'étude sur la question.

### Grèce **L'Église au régime**

Les prêtres devront eux aussi se serrer la ceinture. Ainsi en a décidé le gouvernement grec, qui prend en charge le salaire des prêtres de l'Église orthodoxe. Celui-ci sera réduit de 10 %, comme celui de certains fonctionnaires. Depuis le début de la crise, l'Église orthodoxe était montrée du doigt dans le pays pour son refus de participer à l'effort demandé à la population.

### Bordeaux **Tradis anti Hollande**

Branle-bas de combat au Tradiland. Dans les colonnes du journal d'extrême-droite Présent, trois prêtres cosignent une violente tribune contre « la menace socialiste ». Parmi eux, l'abbé traditionaliste Denis Coiffet, membre de la Fraternité Saint Pierre. Objet de l'ire de ces tradis : la supposée « non conformité à la loi naturelle » du programme de François Hollande (avortement, euthanasie et mariage homosexuel sont visés). L'archevêché n'a pas commenté.

### Écosse **L'archevêque pro taxe Tobin**

L'appel vient « d'en haut ». Dans un entretien à la BBC, le cardinal Keith O'Brien, archevêque d'Édimbourg et chef de l'épiscopat écossais, s'est prononcé pour l'instauration d'une taxation des transactions financières pour venir en aide aux plus nécessiteux. Plus encore : le prélat a dénoncé le « comportement immoral » du Premier ministre David Cameron avec les banquiers de la City.



© P. Raza/Citic

## Europe **Musulmans discriminés**

**C**hoix et préjudice, les discriminations contre les musulmans en Europe : c'est le nom de l'étude publiée par Amnesty international le 24 avril. De nombreuses atteintes aux droits des populations musulmanes y sont recensées : discrimination à l'embauche, refus d'inscriptions à l'école, absence de lieux de cultes adaptés. Fait significatif : Amnesty dénonce « l'utilisation politique » de la peur de l'islam dans les pays européens, dont la France.

### Asie **Casse-tête chinois à Rome**

Les relations entre l'Église et le pouvoir communiste de Pékin n'ont jamais été ni simples, ni très cordiales. Depuis 1949, les catholiques chinois sont divisés entre une Église « officielle » contrôlée par l'État, et une Église « clandestine » restée fidèle à Rome. Dans les faits, ces deux Églises oscillent entre crise et rapprochement. Mais ces dernières semaines, plusieurs incidents particulièrement graves sont venus aggraver cette situation déjà complexe. Le dernier en date est à cet égard représentatif. Le 25 avril, le P. Methodius Qu Ailin a été ordonné évêque du diocèse de Changsa. Reconnue par Rome et le pouvoir chinois, son intronisation s'est déroulée sous l'autorité de M<sup>gr</sup> Joseph Li Shan, évêque de Pékin... excommunié depuis 2010 pour avoir lui-même ordonné plusieurs évêques illégalement, avec la bénédiction du pouvoir communiste. Le Saint Siège a immédiatement exprimé sa condamnation sans appel. Sera-t-elle entendue à Pékin ? Pour la première fois, certaines voix bien informées, à Rome, n'hésitent pas à parler de « risque de schisme ».

### Hongrie **Juifs et chrétiens contre la haine**

Depuis avril 2010, la Hongrie, son gouvernement populiste et ses dérives autoritaires alarment l'Europe. Un pas de plus a été franchi début avril cette année, avec la provocation antisémite d'un député d'extrême droite. Devant le Parlement, cet élu du Jobbik, troisième parti du pays, a évoqué le meurtre d'une jeune femme perpétré... en 1882 dans un petit village du pays. À l'époque, ce fait-divers connu comme « l'affaire de Tiszaeszlár » avait déclenché de violentes campagnes de haine antisémite : plusieurs juifs avaient été accusés du crime, puis blanchis. Devant la gravité de cette nouvelle provocation, les responsables de l'épiscopat hongrois se sont joints au grand rabbin de Budapest pour dénoncer un acte « sans précédent depuis les vingt dernières années de démocratie ». Plus étonnant : le gouvernement populiste de Viktor Orbán, montré du doigt dans toute l'Europe pour avoir restreint les libertés publiques et la liberté de la presse ces derniers mois, a lui aussi condamné les propos du député.

# Bouddhisme Exister par le dialogue interreligieux

Ils sont environ un million en France. Les bouddhistes célèbrent les 5 et 6 mai leur principale fête : le Vesak. Le dialogue interreligieux y tiendra une place toute particulière. Antoine Dhulster

**L**es monothéismes ont leurs grandes fêtes traditionnelles – Noël, Pessah, l'Aïd. Le bouddhisme a son Vesak. Dans notre pays ce nom est encore inconnu, mais il pourrait se banaliser : les bouddhistes revendiquent en effet plus d'un million de pratiquants en France. Fêté au moment de la première pleine lune du mois de mai, le Vesak commémore tout à la fois la naissance, l'éveil et la mort du Bouddha. Cette année les célébrations, les 5 et 6 mai, donneront lieu à des séances de méditations, veillées et rassemblements sur tout le territoire. Un détail commun à ces événements retient l'attention : le souci de les inscrire dans le cadre d'un dialogue interreligieux. À Vincennes, près de Paris, les fêtes s'achèveront ainsi par une grande cérémonie pour la paix à l'initiative de l'Union bouddhiste de France (UBF), en présence de représentants des religions chrétienne, juive et musulmane.

Pour Raphaël Liogier, directeur de l'Observatoire du religieux d'Aix-en-Provence, ce tropisme interreligieux, loin d'être anecdotique, serait même l'un des traits constitutifs du bouddhisme français. « Dans les années 1980, cette religion s'est diffusée dans notre pays grâce à l'influence d'Occidentaux convertis, comme Lama Denys, explique-t-il. Ces grandes figures ont naturellement servi de passeurs entre leurs deux cultures. » Français devenu maître bouddhiste de la tradition tibétaine, Lama Denys est le fondateur du centre Karma Ling à Arvillard (Savoie). Dès sa création en 1980, ce lieu s'impose comme un centre majeur de rencontres interreligieuses. Mais c'est surtout la notoriété du Dalai Lama – principal chef du bouddhisme tibétain – qui attise, pendant ces années, la curiosité de nombreux Français. « Il a dit aux Occidentaux : " Si vous vous intéressez à ma spiritualité, ne vous convertissez pas !" » Ce discours non-prosélyte a ouvert un boulevard au bouddhisme qui a pu se diffuser sans heurts en se super-

**« Le Dalai Lama a dit aux Occidentaux : " Si vous vous intéressez à ma spiritualité, ne vous convertissez pas !" »**

posant aux religions déjà présentes dans l'Hexagone » analyse Raphaël Liogier. De fait, cette école tibétaine ainsi que le zen japonais – qui regroupent la plupart des Français convertis – portent l'essentiel du message interreligieux du bouddhisme en France. Théologiquement, ces sensibilités sont issues de la tradition du mahayana,

ou « grand véhicule », qui prône la charité, la compassion, et la présence dans le monde. En pratique, ces formes de bouddhisme sont aussi celles qui permettent l'approche la plus progressive. Eric Vinson, enseignant à l'Institut catholique de Paris, l'a observé : « Dans les

centres bouddhistes zen ou tibétains, on ne vous demande pas dès le premier contact de connaître ou d'accepter les enseignements du Bouddha. Une pratique uniquement culturelle, comme la méditation, est parfaitement tolérée. »

Reste que cette ouverture, très visible, souvent médiatisée, ne concerne pas tous les pratiquants du dharma (la sagesse intérieure bouddhique). Numériquement, les

populations originaires d'Asie du sud-est représentent les trois quarts des bouddhistes de notre pays. Ces groupes fonctionnent en communautés fermées et appartiennent au courant theravada (« petit véhicule », ou voie des anciens). C'est la version la plus rigoriste du bouddhisme, qui prône une forme de retrait du monde. L'image universaliste du Dalai Lama semble bien loin... Malgré ces différences, les bouddhistes de toutes sensibilités et origines se montrent aujourd'hui soucieux d'acquiescer une plus grande reconnaissance. Créée en 1986, l'Union bouddhiste de France travaille en lien étroit avec la Conférence mondiale des religions pour la paix (CMRP). Elle fait aussi partie de la Conférence des responsables de cultes en France (CRCF). Le 14 mars dernier, au moment de la polémique sur la viande halal, Olivier Wang-Genh, président de l'UBF, était présent aux côtés du cardinal Vingt-Trois et des principaux chefs spirituels français pour appeler à une campagne électorale « plus digne ». Une manière d'affirmer que le bouddhisme français fait désormais pleinement partie du paysage religieux national, et entend porter son message spirituel au plus grand nombre. ■



Le révérend Wang-Genh, président de l'Union bouddhiste de France lors de la Rencontre des religions pour la paix, le 27 octobre 2011, à Paris.

© Corinne Simon/Critic